



Journal des débats

de l'Assemblée

Le jeudi 18 mars 2010 — Vol. 41 N° 96

Président de l'Assemblée nationale:
M. Yvon Vallières

QUÉBEC

M. Bolduc: Je l'ai dit hier: La vérité les agite, monsieur le... M. le Président. Le député de Marie-Victorin vient de confirmer qu'on prend nos responsabilités. On croit dans le dossier. Il va y en avoir, des superinfirmières en première ligne au Québec.

Le Président: En question complémentaire, Mme la députée de Taillon.

Mme Marie Malavoy

Mme Malavoy: Justement, M. le Président, hier, les doyennes des écoles de sciences infirmières, elles sont sorties de nouveau bredouilles d'une rencontre téléphonique avec le gouvernement. Elles disent clairement qu'elles ne peuvent pas continuer d'offrir des programmes si elles n'ont pas les ressources.

Alors, moi, je demande à la ministre de l'Éducation: Est-ce qu'elle pourrait se lever à son tour et est-ce qu'elle pourrait nous dire pourquoi, depuis 2002, elle n'a pas encore trouvé le moyen de financer la formation des superinfirmières?

Le Président: M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Yves Bolduc

M. Bolduc: M. le Président, la ministre de l'Éducation et le ministre de la Santé ne font qu'un dans ce dossier-là. On est un gouvernement uni et on a la même vision.

Il va y avoir des superinfirmières au Québec, des infirmières praticiennes de première ligne qui vont supporter notre première ligne, qu'on va utiliser en groupes de médecine de famille. Et je peux vous dire que ça va être quelque chose qui va être très bien pour notre système de santé.

Le parti de l'autre côté, ils n'ont jamais rien mis en place de ce type-là. Madame... La députée de Charlevoix, la chef de l'opposition, est allée en Ontario les visiter. Et c'est qui qui va les mettre en place? C'est le gouvernement libéral.

Le Président: En deuxième complémentaire, Mme la députée de Taillon.

Mme Marie Malavoy

Mme Malavoy: Bien, s'ils ne font qu'un, M. le Président, est-ce qu'ils peuvent m'expliquer pourquoi ils vont de retard en retard? Ils avaient promis à la CREPUQ une annonce en novembre, puis en décembre, puis en janvier, puis en février. On est au mois de mars, il n'y a toujours rien. Ça ne vaut pas cher d'être deux dans ce dossier, si je comprends bien.

Le Président: M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Yves Bolduc

M. Bolduc: M. le Président, c'est très intéressant. Comme gouvernement, on est attachés ensemble pour

l'éducation, la santé, et on va mettre en place un excellent dossier au niveau des infirmières praticiennes de première ligne. Nous y croyons. Ils vont supporter notre première ligne. On va les former.

Juste en passant, M. le Président, qui a mis le plus en place d'unités de médecine de famille au Québec? Qui en a développé dans les dernières années? À quoi ça va nous servir, les unités de médecine de famille? À avoir un travail de collaboration entre les médecins et les infirmières, surtout les infirmières praticiennes.

Le Président: En question principale, M. le député de Mercier.

Règles de financement des partis politiques

M. Amir Khadir

M. Khadir: «Trafic d'influence: délit qui consiste à recevoir des dons pour favoriser les intérêts d'une personne auprès des pouvoirs publics.» Le dictionnaire précise que «c'est une forme de corruption».

Québec solidaire a en main les résultats d'une recherche qui montrent que, pour la seule année 2011, 111 dirigeants et employés de quatre firmes de génie-conseil auraient contribué pour près de 300 000 \$ à la caisse du Parti libéral. C'est le montant que doivent ramasser trois ministres, si on se fie aux affirmations de certains d'entre eux. Ces firmes, SNC-Lavalin, CIMA, Axor, BPR, font des affaires d'or avec le gouvernement. Elles ont bénéficié de plusieurs dizaines de millions de dollars de contrats sans appel d'offres. Sans concurrence, CIMA a obtenu 19 millions.

M. le Président, devant tout ça, comment le premier ministre s'assure qu'il n'y a pas de trafic d'influence dans le gouvernement en faveur de ces firmes de génie-conseil?

Le Président: M. le ministre du Revenu et responsable des institutions démocratiques.

M. Robert Dutil

M. Dutil: Alors, M. le Président, quand la loi de 1977 a été adoptée, j'étais jeune conseiller municipal et j'ai applaudi. Et, depuis ce temps-là, je me suis toujours conformé à ces règles-là. Ce que l'on constate aujourd'hui, c'est qu'il y a des gens qui critiquent les règles qui ont été adoptées en 1977 et qui souhaitent des améliorations.

Nous sortons d'une commission parlementaire où il y a eu des consultations, et personne ne nous dit, à peu près personne... Deux cas nous disent qu'il doit y avoir un financement uniquement public. Tous les autres disent: Il doit y avoir un financement à la fois public et un financement, également, privé. Faire un financement privé, ça fait partie des devoirs de chacun des partis politiques dans leurs comtés pour amener les citoyens à les aider à défendre leurs idées, comme on le fait en suscitant du bénévolat, comme on le fait en suscitant bien des travaux.

Alors, dans un but de collaboration avec l'opposition, d'ailleurs, j'ai l'intention de proposer une motion de scission de ce projet de loi là, de façon à ce qu'on puisse discuter uniquement du projet... de la partie financement des partis politiques, pour en arriver le plus rapidement possible à une entente entre les parlementaires...

Le Président: En terminant.

M. Dutil: ...pour éliminer ces questions-là.

Le Président: En question complémentaire, M. le député de Mercier.

M. Amir Khadir

M. Khadir: L'annonce est heureuse, mais ce n'est pas celle qu'on attendait. Des millions sont donnés, depuis 10 ans, aux partis au pouvoir par des dirigeants et employés de firmes actives dans la construction. M. Bellemare l'a confirmé. Dessau, CIMA, SNC-Lavalin, BPR, Théorèt, Catania, Accurso. Le premier ministre refuse de croire que ça sert à du trafic d'influence.

S'il en est convaincu, pourquoi refuser une enquête publique?

● (11 heures) ●

Le Président: Bien, c'est une question de règlement. M. le leader du gouvernement.

M. Dupuis: Pour employer... pour employer vos expressions à vous, pour me coller le plus possible à votre jurisprudence, le contexte dans lequel cette expression vient d'être utilisée est contraire au règlement, et je vous demande de faire respecter le règlement.

Le Président: M. le député de Mercier, je fais appel à votre collaboration. Vous savez qu'on est dans un climat un petit peu particulier, alors je vous demande de... S'il vous plaît!

Une voix: ...

Le Président: Alors, c'est une question qui est posée, ce n'est pas une affirmation. Je vous demande néanmoins de faire attention aux propos qui sont utilisés. M. le premier ministre, en réponse du gouvernement. Le temps écoulé est... M. le ministre du Revenu et responsable des Institutions démocratiques.

M. Robert Dutil

M. Dutil: Alors, M. le Président, comme je viens de le mentionner, nous sommes en discussion sur ces sujets-là. Et, si vous écoutez la commission parlementaire qui s'est déroulée hier, les débats de la fin ont bien démontré la volonté de tous les partis de collaborer pour en arriver à une entente sur un projet de loi. On tient à ce qu'il y ait un consensus, on regarde les allégations. Ce qui a été employé hier, c'est le mot «des impressions». Moi, j'avais employé le mot «perception», j'ai constaté que c'était un synonyme. Hier, l'opposition a mentionné qu'il y avait des impressions qui ne révélaient pas nécessairement de l'illégalité mais qui étaient débattues dans la population, et c'est pour ça qu'on a fait un projet de loi, c'est pour ça qu'on en a débattu...

Le Président: En terminant.

M. Dutil: ...c'est pour ça qu'on a reçu des gens...

Le Président: M. le député de Mercier.

M. Amir Khadir

M. Khadir: Les propos du ministre du Revenu sont sages, mais ce n'est pas une réponse. Le premier ministre demande que cesse le salissage, que cessent les allégations. Moi, je suis d'accord. Tant qu'il n'y aura pas d'enquête publique, tous les ministres et députés du gouvernement subissent la suspicion du public, les gens continueront de croire qu'il y a corruption et que tout le gouvernement est impliqué.

Pourquoi le gouvernement refuse de mettre fin au salissage que subissent ses députés? Pourquoi refuse-t-il une enquête publique?

Le Président: M. le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques.

M. Robert Dutil

M. Dutil: Alors, M. le Président, je réitère notre offre de collaboration la plus entière. J'ai proposé une motion de scission. C'était demandé par beaucoup d'intervenants durant la commission parlementaire et par les oppositions, nous l'acceptons dans un sens de collaboration. Nous voulons travailler ensemble avec tous les parlementaires qui ont dans leur devoir d'entre autres faire du financement de parti politique. Tout le monde s'entend ici pour que le financement des partis politiques ne soit pas entièrement public et qu'il y ait un effort de fait par tous les partis dans un cadre correct et acceptable, et c'est ce que nous allons faire ensemble. Merci.

Le Président: Alors, ceci met fin à cette période de questions et de réponses orales des députés.

Votes reportés

Motion proposant que l'Assemblée demande au gouvernement de présenter une offre formelle au gouvernement fédéral pour que le Québec perçoive l'ensemble de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés

Le Vice-Président (M. Chagnon): Alors, tel qu'annoncé précédemment, nous allons maintenant procéder au vote reporté sur la motion du député de Nicolet-Yamaska débattue hier aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Chagnon): Je m'excuse. Cette motion se lit comme suit:

«Que l'Assemblée nationale [...] demande au gouvernement du Québec de faire en sorte que les contribuables n'aient qu'un seul rapport d'impôts à produire en présentant une offre formelle au gouvernement fédéral pour que le gouvernement du Québec perçoive l'ensemble de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.»

Que les députés en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: Mme Marois (Charlevoix), M. Bédard (Chicoutimi), M. Cloutier (Lac-Saint-Jean), Mme Beaudoin (Rosemont), Mme Malavoy (Taillon),